



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY

NANCY, le 15 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BC GRANULATS**

66 rue du Béarn  
Zone Industrielle  
54400 Cosnes-et-Romain

Référence : GK/NW/1720\_2023  
Code AIOT : 0003012271

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2023 dans l'établissement BC GRANULATS implanté Bois du Pas de BAYARD au lieu dit "Bois de la Taille" - 54870 Cons-la-Grandville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BC GRANULATS
- Bois du Pas de BAYARD au lieu dit "Bois de la Taille" - 54870 Cons-la-Grandville
- Code AIOT : 0003012271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'Arrêté préfectoral n° 2018-0520 du 27 juillet 2020 portant autorisation environnementale au titre du défrichement et de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de criblage-concassage de produits minéraux sur le territoire de la commune de Cons-la-Grandville au lieu-dit "Bois de la Taille" par la société BC GRANULATS.

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.3.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 3.1.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Déchets inertes et terres non polluées	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 6.1.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Accès et signalisation	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 8.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Création de mares	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 9.1.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Abandon de déchets	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-3-I	/	Mise en demeure, déchets	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etablissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 1.5.3	/	Sans objet
2	Panneau d'information	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.2.1	/	Sans objet
7	Chiroptères	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 9.1.1.1	/	Sans objet
8	Îlots de vieillissement et de senescence	Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 9.1.1.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des prescriptions non respectées par l'exploitant, un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé à l'autorité préfectorale.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etablissement des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant tous travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le document attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'un engagement d'un établissement de crédit, d'une entreprise d'assurance ou d'une société de caution mutuelle ; ce document doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévus aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;</li></ul>
<b>Constats :</b> La société BC Granulats a transmis, par courrier daté du 13 juillet 2023, l'acte de cautionnement solidaire n° 248438/23/00001 concernant ses installations situées à Cons-la-Grandville pour une durée allant du 06 juillet 2023 au 27 juillet 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Panneau d'information

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place à leurs frais sur la voie d'accès au chantier, un panneau indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"><li>• leur identité (raison sociale et adresse),</li><li>• la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation,</li><li>• l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,</li><li>• les horaires d'ouverture,</li><li>• la mention "interdiction d'accès à toute personne non autorisée".</li></ul>
<b>Constats :</b> L'Inspection des installations classées a constaté la présence à l'entrée de la carrière du panneau d'information contenant les éléments demandés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Registres et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conduite de l'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adapté à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ;</li> <li>• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille...) ;</li> <li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>• les équipements intervenant dans la gestion des eaux sur le site (réseaux, bassins, séparateur d'hydrocarbures...) ;</li> <li>• les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;</li> <li>• les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.</li> </ul> <p>Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à l'inspection des installations classées. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière (ou au siège administratif de l'entreprise) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas fourni de plan de moins d'un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions, des nuisances
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement, l'entretien, le lavage et le stationnement des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un décanteur-séparateur à hydrocarbures équipé d'un dispositif d'obturation automatique, permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement doit faire l'objet d'un entretien régulier.</p>
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté l'absence d'aire étanche sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 5 : Déchets inertes et terres non polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 6.1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>• la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li><li>• en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li><li>• la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li><li>• le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;</li><li>• les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li><li>• en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li><li>• une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;</li><li>• les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.</li></ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé de plan de gestion des déchets inertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 6 : Accès et signalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.  L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif reconnu équivalent, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille doit être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux «chantier interdit au public» sont mis en place sur les voies d'accès.  En dehors de la présence du personnel, les installations sont neutralisées et leur accessibilité interdite.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'accès au site n'est pas contrôlé. L'Inspection a constaté l'absence de barrière mobile et de clôture. Aucune pancarte n'est placée, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Aucun panneau « chantier interdit au public » n'est mis en place sur les voies d'accès hormis la mention "interdiction d'accès à toute personne non autorisée" inscrite sur le panneau présentant l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 7 : Chiroptères

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 9.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Faune et flore - Mesures d'évitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque phase de défrichement, afin de vérifier la présence d'individus, un suivi de chantier réalisé par un écologue disposant des compétences ad-hoc est mis en œuvre afin d'assurer une vérification des cavités par des recherches endoscopiques (pour les plus accessibles) et par une équipe d'écologue grimpeur (pour celles non accessibles). Tout indice de présence de chiroptères est alors recherché : cris sociaux, repérage de guano, odeur d'ammoniac...).</p> <p>[...]</p> <p>Un rapport de suivi est établi et transmis à la DDT et à la DREAL.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'ONF, dont un personnel était présent le jour de la visite, a transmis le Compte-rendu de suivi effectué par NEOMYS. Ce compte-rendu indique :  "Trois personnels de Neomys sont intervenus le 5 octobre pour l'expertise et le marquage des arbres(...)  Deux personnels sont intervenus le 9 octobre, un personnel de Neomys et un personnel de Silva - environnement qui dispose de la compétence « grimpe ». Les 6 arbres ont été contrôlés(...)  A l'issue de la seconde intervention, aucun individu n'a été observé. Toutes les fissures ou cavités qui nécessitaient un bouchage l'ont été. L'intervention en vue du défrichement peut se dérouler dès à présent selon le protocole transmis à l'entreprise COLLE TP."</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Îlots de vieillissement et de senescence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 9.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Faune et flore - Mesures d'évitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de réduire les effets de la perte d'habitat forestier, en plus du reboisement, un espace de l'ordre de 3 hectares est mis en îlot de vieillissement au sein des parcelles numérotées de 1 à 6 de la forêt communale de Cons-la-Grandville.  [...]  Les emplacements de l'îlot de vieillissement et des 2 îlots de sénescence sont matérialisés sur le terrain.  Un rapport contenant une cartographie précise des îlots, les surfaces précises de chaque îlot, ainsi que les moyens de matérialisation des îlots est communiqué à la DDT et à la DREAL avant le début des travaux.</p>
<p><b>Constats :</b>  Le personnel de l'ONF qui était présent lors de la visite d'inspection a transmis à l'Inspection, par courriel du 28 juin, une cartographie des îlots de vieillissement et de sénescence ainsi qu'un tableau indiquant leur surface respective (3,23 et 5,77 ha).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Création de mares

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2020, article 9.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Faune et flore - Mesures d'évitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un minimum de 3 mares de sauvegarde pour les amphibiens sont mises en place dans le délaissé périphérique selon les modalités suivantes : pour les phases 1, 2 et 3, une mare est créée à proximité de la zone à extraire avant les travaux de défrichement et de décapage. Chaque mare a une profondeur minimum d'1,5 mètres et présente des pentes douces. Deux mares ont une surface minimum de 150 m<sup>2</sup> et une mare d'une surface minimum de 300 m<sup>2</sup>.  Le fond des mares est imperméabilisé par une membrane, recouvert de limon. Ces mares sont agrémentées de végétaux aquatiques (essence locale). Elles sont conservées dans le réaménagement du site. Une cartographie de l'emplacement des mares est fournie à la DDT et à la DREAL lors de leur mise en place.</p> <p>Les mares font l'objet d'un suivi tous les 5 ans par un écologue compétent jusqu'à la remise en état finale du site. En cas d'entretien de la végétation, les interventions ont lieu pendant la période septembre-octobre. Chaque suivi fait l'objet d'un rapport qui est transmis à la DDT et à la DREAL.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'inspection a constaté l'absence de mare malgré que les travaux de défrichement aient été réalisés.  Le compte-rendu de suivi intervention Néomys du 05 et 09 octobre 2020 indique néanmoins : "Lors de la journée du 5 octobre, un repérage approximatif des deux premières mares a été réalisé. Deux espaces ont été délimités avec de la bande Ferrari. Ce balisage sera à préciser pour localiser les mares et en définir les limites exactes. "</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 10 : Abandon de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-3-I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté le dépôt, dans le domaine forestier adjacent, de nombreuses souches issues du défrichement de la parcelle exploitée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, déchets
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois